



N° 139 septembre 2019 Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT- PTT

Retraites : la "réforme" est une escroquerie !

La nouvelle « réforme » des retraites lancée par le gouvernement parle de tout sauf de la question centrale qui devrait être posée dans notre société, celle de la redistribution des richesses. Tout est envisagé pour sauver le navire, tout sauf... de prendre de l'argent à ceux qui en ont le plus : les patrons, les actionnaires... L'augmentation des cotisations patronales et la taxation des revenus financiers sont les grands absents des solutions pour résoudre le financement des retraites. A titre d'exemple, le bénéfice des seules entreprises françaises du CAC 40 c'est plus de 88 milliards d'euros pour 2017-2018...

De plus, le soit-disant "déficit" annoncé est un mensonge. Le "déficit" du Fonds de solidarité vieillesse est en recul, a diminué à 1,8 milliard d'euros en 2018 et surtout pour 2019 la LFSS (loi de financement de la Sécurité sociale) prévoit un retour des comptes globaux de la Sécurité sociale tout juste à l'équilibre, avec un léger excédent de 100 millions d'euros. Dans le même temps rappelons que par ailleurs les cadeaux aux patrons à travers les exonérations de cotisations s'élèvent eux à près de 40 milliards d'euros ! N'oublions pas d'ailleurs que ces cotisations ne sont pas des « charges » mais bien une partie de nos salaires mis en commun pour financer la « protection sociale ». Réduire ces cotisations pour les entreprises, c'est réduire nos salaires ! Derrière cette réforme, ce sont aussi les fonds de pensions qui guettent ! En affaiblissant le régime général, l'État encouragera la capitalisation. Cela permettra au patronat des assurances de mettre la main sur les colossaux volumes d'argent que représentera le " marché des retraites ".

Et puis surtout cette « réforme » est parfaitement idéologique. Il s'agit, pour la classe dirigeante, de renforcer sa domination sur la population. En détruisant le régime de retraites par répartition, elles veulent aussi mettre à bas le principe de la solidarité collective. Que chacun se débrouille pour sa retraite : les riches paieront des assurances privés ; les pauvres

travailleront plus vieux, ou devront se contenter de minima sociaux.

lutter contre cette nouvelle "réforme" des retraites !

Sur le fond, c'est le capitalisme qui n'est plus supportable. L'État veut faire payer aux salariés une crise capitaliste dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité. Il est temps de mettre un terme à la casse sociale et de construire un mouvement qui renverse la vapeur. Il faut en finir avec ce capitalisme criminel qui conduit la société - et la planète - à sa perte ! Si le gouvernement a un vrai plan de bataille pour briser le service public et les systèmes de solidarité, force est de constater que ce n'est pas notre cas. Les journées d'action espacées ne sont pas suffisantes pour construire un rapport de force nécessaire à renverser la vapeur. Il est important que nous puissions toutes et tous nous retrouver, travailleurs/euses du privé comme du public, afin de faire converger nos forces et de construire, en assemblées générales, un vrai mouvement social.

Seul un mouvement de grève reconductible et déterminé nous permettra de stopper la casse sociale et d'imposer :

- Le retour aux 37,5 annuités pour le public comme le privé
- Pas de pension inférieure au SMIC. Même si nous rappelons que la CNT ne satisfait pas du SMIC actuel et qu'elle lutte pour l'augmentation des revenus les plus bas avec pour objectif l'abolition de toutes les hiérarchies de revenus par la construction d'une société fondée sur la répartition égalitaire des richesses
- Indexation des pensions sur les salaires et le refus des retraites par capitalisation
- Garantie d'un taux de remplacement de 75% du salaire brut (calcul sur la base des 6 meilleurs mois)



Le SNU nous concerne aussi !

V'là-t-y pas qu'en prime de déjà tout l'attirail d'endoctrinement existant, les pauvres gones vont devoir se taper un mois de conneries paramilitaires au sein d'un aussi superbe qu'utile Service National Universel (SNU) !

D'ores-et-déjà, le symbolisme ainsi que la structure même de la mise en place sont inquiétantes. En prime de tout ce qu'il vient de nous foutre dans la tronche, c'est notre cher Blanquer et son ministère de l'Education Nationaliste qui chapote le brozin. Si, au temps jadis de nos aïeu-les, le service militaire chopait de jeunes adultes pour leur apprendre à en buter d'autres, il était au moins géré par le ministère de la défense.

Là, non. On prend des mineurs, histoire de péter la notion d'objection de conscience, on les fait cuire dans un mélange éducativo-militaire façon secte/jeunesse fasciste à base salut de drapeau, d'activité collective d'abnégation de soi face au groupe pour pas avoir le temps de réfléchir, on les range en bataillon pour augmenter leur pensée clanique, on les habille en flics pour leur faire croire qu'ils font partie de l'autorité en place, et on fait chapoter le tout par des militaires au sein de l'Education Nationale, histoire de bien brouiller les lignes, et que ça dérange personne. Et pour bien nous prendre pour des bacs à douche, on nous sert le tout sur un plateau d'argent de discours vaguement gauchiste à base de mixité et brassage social garantissant les principes démocratiques fondamentaux de notre belle république, tout ça tout ça.

Par ailleurs, la mise en place pérennisée de cette aberration éducative poserait un précédent sacrément dangereux. Pour l'instant, le SNU ne saurait être obligatoire, puisqu'il contrevient à la Convention européenne des droits humains en ce que ce serait quand même un peu du travail forcé. Nonobstant cette protection, le but avoué est de le rendre obligatoire, ce qui revient à dire que le but avoué est de déroger aux droits humains, le seul autre cas de dérogation étant précisément notre ancien service militaire... ça vend du rêve, hein ?

Pas plus que ne l'est le fait qu'il soit estimé à 1,5 milliard alors que les manques de moyen dans l'éducation sont criants. Mais surtout le SNU est un projet immoral d'endoctrinement qui participe de la montée des passions nationalistes et est donc en conflit frontal avec ce qui doit rester notre corps de métier : l'émancipation de nos apprenant-es et étudiant-es !

Loi Blanquer, SNU, parcoursup, réforme du lycée et du bac : Même combat, même refus !

Les personnels du collège Barbusse de Vaulx-en-velin en grève depuis le lundi 2 septembre !

Les personnels, réunis lors de la journée de pré-rentrée, ont refusé les conditions d'apprentissage qui sont imposées à leurs élèves, et ont décidé de se mettre en grève et de ne pas assurer la rentrée lundi 2 septembre.

Le grève a été reconduite depuis de jour en jour en raison du refus d'entendre leurs légitimes revendications aussi bien du côté de l'IA que du rectorat où les personnels ont été reçus et on organisé un rassemblement. En effet malgré plusieurs alertes en juin, la quasi totalité des classes du collège dépasse le seuil de 24 élèves. Cela est inacceptable dans un collège REP+, classé parmi les plus défavorisés.

Dans les faits, les prévisions des personnels sont conformes à leurs craintes : toutes les classes dépassent le seuil de 24 élèves (sauf une division de 4e !). Les services de l'inspection d'académie ne respectent même pas les seuils fixés par M. le DASEN. En effet cinq classes de 6es comptent 26 élèves et un 27 élèves, alors que M. Charlot avait déclaré que le seuil de 25 en 6e, était un seuil impératif à partir du 1er septembre.

De plus, en moyenne, une dizaine d'élèves viennent s'inscrire en retard entre le 1^{er} et le 20 septembre. Il ne sera pas non plus possible d'inscrire de nouveaux élèves en UPE2A sauf à vouloir dépasser les seuils impératifs fixés par l'IA. La seule réponse que l'IA leur a apporté est celle de ne pas prendre en compte dans les effectifs les élèves à besoin particulier !

M. le Recteur a déjugé l'IA en disant qu'on doit prendre en compte tous les élèves, par contre il ne veut pas apporter de solutions, selon lui, il ne faut pas « chipoter » pour 1 élève.

Là c'est de 7 élèves qu'on parle. Derrière cela, on sent bien la volonté du recteur de supprimer les seuils. Les personnels revendiquent à nouveau pour leur collège des effectifs ne dépassant pas 24 élèves par classe sur l'ensemble des groupes et des niveaux, effectifs au-delà duquel les conditions d'enseignement ne sont plus acceptables dans leur collège classé REP+, dont le public est un des plus défavorisés au niveau des catégories socio-professionnelles de l'Académie.

D'ailleurs une dizaine d'établissements REP+ de l'académie revendiquent également cette limite de 24 élèves par classe. Sur le département, les collèges d'Irigny et de Triolet se sont mis en grève jeudi 5 septembre pour des raisons semblables d'effectifs.

En attendant, les personnels poursuivent leur action, ils en appellent au ministre auprès duquel ils ont sollicité une audience, afin que les élèves du collège aient toujours les mêmes chances de réussite.

Une solidarité concrète peut aussi être apportée aux collègues grévistes grâce à une caisse de grève :

<https://cagnotte.me/79065-caisse-de-soutien-aux-personnels-grevistes-du-college-rep-henri-barbusse-de-vaulx-en-velin/fr>



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanents et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

